economiesuisse

Numérisation: par pitié, pas de politique industrielle!

Quel est le point commun entre un impôt sur les robots et un impôt spécial sur les perceuses? Une perceuse permet à un menuisier de produire davantage, de sorte qu'une économie a besoin de moins de menuisiers. Ne pourrait-on maintenir des emplois en instaurant un impôt qui augmenterait fortement le prix des perceuses ou en les interdisant? Tel est précisément le raisonnement fallacieux appliqué, sans rougir, aux robots et aux caisses automatiques.

Certains affirment qu'il faudrait imposer lourdement ces nouveaux instruments (ou, encore mieux, les interdire) pour éviter des suppressions d'emplois excessives. Pourtant, les robots et autres machines ne sont rien d'autre que du capital. Leur utilisation accroît la productivité des entreprises qui peuvent ainsi maximiser leur compétitivité internationale. Et si nos entreprises peuvent verser des salaires élevés à leurs employés, c'est uniquement parce qu'elles sont compétitives en comparaison internationale. En d'autres termes, l'utilisation efficiente et intensive de capitaux est une condition sine qua non pour une création de valeur (par travailleur) élevée et la préservation de la prospérité. Introduire des impôts spéciaux ou interdire des robots ou autres instruments similaires serait très étrange du point de vue économique, car ces mesures renchériraient sans raison l'utilisation d'une technologie efficace. Cela freinerait les investissements dans l'évolution technologique. En instaurant un impôt sur les robots, la Suisse se marginaliserait sur le plan technologique et ne serait plus compétitive à l'échelle internationale. Cette marginalisation aboutirait, sur le long terme, à des disparitions d'emplois.

D'où viennent les propositions en vue d'un impôt sur les robots, alors que nous les pensions reléguées au fond du placard depuis longtemps? Elles s'expliquent probablement en grande partie par le pressentiment quant aux emplois et activités qui pourraient potentiellement être automatisés. Les robots ultra-performants des films de science-fiction nous laissent supposer que l'humain sera bientôt dépassé par des techniques intelligentes dans tous les domaines. À l'inverse, nous avons beaucoup de difficultés à imaginer les emplois qui seront créés. Auriez-vous imaginé, il y a quelques années, qu'un grand nombre de jeunes démarreraient un apprentissage en webdesign en août 2017? Bref, nous surestimons systématiquement les conséquences négatives de la numérisation sur l'emploi et sous-estimons ses conséquences positives. Cela génère des peurs qui entraînent des réactions de rejet irrationnelles. Dans un tel contexte, les appels en faveur d'interventions étatiques trouvent, malheureusement, souvent

écho.

Au lieu de céder à ces réflexes de rejet, nous devrions plutôt nous demander pourquoi nous avons surmonté si bien les révolutions économiques précédentes. Dans l'ensemble, la Suisse dispose de bonnes conditions-cadre économiques, de stabilité politique, d'infrastructures remarquables, de bonnes conditions d'accès aux marchés étrangers, d'excellentes hautes écoles et d'une fiscalité modérée. La qualité du système de formation me paraît particulièrement importante. La formation professionnelle, proche des besoins du marché du travail, constitue un atout non négligeable si nous voulons pouvoir nous adapter continuellement aux changements économiques et technologiques. Avoir su, par le passé, résister la plupart du temps au chant des sirènes appelant à mener une politique industrielle, est une autre force.

Faisons confiance à nos forces et appuyons-nous sur elles, saisissons les opportunités de la numérisation et relevons ses défis avec assurance. Ainsi, la Suisse fera partie des gagnants de la numérisation à long terme.